

# Kris Peeters appelle la N-VA à se calmer

Dans l'entretien qu'il a accordé au *Soir*, le vice-Premier ministre et ministre de l'Emploi Kris Peeters (CD&V) appelle la N-VA à modérer ses déclarations. Certes, le social-chrétien ne cite pas directement le parti de Bart De Wever, mais les exemples choisis pour étayer ses propos ne laissent planer aucun doute : c'est

bien aux nationalistes flamands qu'il s'adresse. C'est le cas quand il dénonce les attaques dont son parti a été victime de la part de la N-VA : « *Cet été, il y eut beaucoup de discussions qui m'ont fait froncer les sourcils. (...) Et puis, il y eut d'autres déclarations peu réfléchies. Et dangereuses. Il y a eu aussi de sérieuses discussions entre présidents autour du racisme, du "parti musulman" que serait le CD&V...* »

D'une manière plus générale, c'est la manière dont la N-VA aborde les questions de sécurité que le vice-Premier met en cause : « *On ne peut assurer une sécurité optimale si on aborde la question de manière polémique.* » Et Kris Peeters souligne que « *la gestion de la sécurité, cela ne consiste pas seulement à envoyer des militaires dans la rue* ». ■

## « N'abordons pas la sécurité avec les tripes »

SÉCURITÉ Kris Peeters refuse les bourgmestres-shérifs et la gouvernance armée prônée par Bart De Wever

- ▶ Le vice-Premier ministre et ministre de l'Emploi (CD&V) n'a pas apprécié les déclarations estivales sur le thème de la sécurité.
- ▶ Sans citer leurs auteurs, Kris Peeters vise la N-VA.
- ▶ Et ceux qui privilégient l'émotion à la réflexion.

Le vice-Premier ministre CD&V, Kris Peeters, est encore sous le charme des Red Lions. « *Ils ont joué de manière fantastique mais ce qui m'a marqué, c'est l'esprit d'équipe. Ils savent les yeux fermés où se trouvent les autres joueurs.* »

**Ce n'est pas le cas dans l'équipe fédérale ?**

*Cet été, il y eut beaucoup de discussions qui m'ont fait froncer les sourcils. Je lis aujourd'hui qu'une partie de ces propos ont été retirés (le ministre fait allusion à la N-VA, dont le chef de groupe avait plaidé une limitation de la liberté d'expression, avant d'être contredit par d'autres membres du parti, NDLR.) Et puis, il y eut d'autres déclarations peu réfléchies. Et dangereuses. Il y a eu aussi de sérieuses discussions entre présidents autour du racisme, du « parti musulman » que serait le CD&V... J'ai constaté, pour revenir à l'équipe de hockey, que si on joue la balle de cette façon, elle va vite atterrir sur le stick de l'opposition. Le débat sur le racisme, la limitation de la liberté d'expression, le burkini. Ce sont ces éléments que j'observe avec un étonnement croissant.*

**Beaucoup de ces questions ont trait à la sécurité, c'est l'un des thèmes du moment.**

*Soyons clairs : il faut tout faire pour garantir la sécurité des gens. C'est une des tâches essentielles de toute autorité publique. On ne peut assurer une sécurité optimale si on aborde la question de manière polémique. Depuis 2006, nous défendons l'idée que la sécurité doit être gérée de manière intégrée. Au moment où le monde s'émeut sur une photo d'un petit garçon, il ne faut pas oublier qu'on parle de personnes.*

**La N-VA privilégie la gouvernance armée, qui donne des pouvoirs judiciaires au bourgmestre.**

**Pas d'accord ?**

*Le dernier mot doit revenir au juge d'instruction ou au procureur. Ce n'est pas au bourgmestre à trancher. Si c'est ça le sens d'une gouvernance armée, il y a un problème. Si ça veut dire que le bourgmestre et sa police doivent prendre seuls en charge toutes ces compétences, oui, il y a un problème. Nous sommes, nous, favorables, à une gouvernance en alerte.*

**En alerte ?**

*Les instances locales doivent jouer un rôle important dans le*

*cadre d'une gestion intégrée de la sécurité. Et elles le font : elles disposent déjà du levier des sanctions administratives communales. N'oubliez pas non plus que nous avons déjà été très loin dans certaines mesures de sécurité, comme le retrait de la carte d'identité, par exemple. Bien sûr, la sécurité préoccupe fort les gens. Je suis resté au pays, j'ai été confronté à leurs inquiétudes pour leurs enfants, pour eux-mêmes. La gestion de la sécurité, cela ne consiste pas seulement à envoyer des militaires dans la rue. Il faut s'appuyer sur un éventail bien plus large de mesures. Surtout lorsqu'on pointe, de façon polémique, la responsabilité sur certains groupes de la population allochtone...*

**Vous pressez la N-VA**

**de se calmer ?**

*Je ne demande rien à la N-VA. Je vous explique la position du CD&V.*

**Vous placez une limite ?**

*Oui, il y a une limite. Comme ce débat sur la liberté d'expression. Il y a des déclarations qui provoquent une « standing ovation »*

*dans la population. Ce thème de la sécurité est très délicat. J'en suis conscient. C'est aussi un thème sur lequel vous pouvez facilement mettre votre partenaire de la coalition en difficulté. Nous reprocher d'être un parti musulman, c'est inouï. Inouï. Notre président a très rapidement réagi. J'espère que tout cela va se calmer dans les semaines à venir.*

**Pendant ce temps, le SPA se muscle sur le thème de la sécurité. A vous entendre, le CD&V devient le parti traditionnel le plus à gauche du pays...**

(Il éclate de rire)

**Le président du SPA, comme le fit Bart De Wever avec les Berbères, pointe un groupe de jeunes allochtones qui s'opposent haut et fort à nos valeurs. Pas vous ?**

*Non. Ce ne sont pas des groupes qui sont responsables. Il y a évidemment des individus qui refusent nos valeurs : l'égalité entre les hommes et les femmes, la séparation de l'Eglise et de l'Etat... Il faut agir pour contrecarrer cela. Mais rendre un groupe responsable de ces comportements, ce n'est pas sage. Cela ne fait que polariser et jeter de l'huile sur le feu. Le CD&V s'inscrit dans la même*

*ligne que celle, courageuse, d'Angela Merkel. Nous garderons cette ligne. Question de crédibilité.*

**Le centre est pointé du doigt et acculé comme il l'a été dans le passé, sur le terrain communautaire. Inconfortable ?**

*Nous sommes un parti du centre, convaincu que ses idées livreront le meilleur résultat. Oui, le centre est attaqué et le discours de droite est trendy. Oui, dans certains dossiers, notre position n'est pas simple au sein de ce gouvernement, composé de trois partis libéraux. Et nous. Entre deux feux. Est-ce qu'il faut pour cela courir tous vers la droite ? ■*

Propos recueillis par  
BERNARD DEMONTY  
et DIRK VANOVERBEKE

**« Le centre est attaqué et le discours de droite est devenu trendy. Et alors ? »**

# budget « Oui, je suis prêt à réformer l'impôt des sociétés »

La semaine prochaine débiteront les discussions budgétaires. Il est plus que probable que la réforme de l'impôt des sociétés s'invitera à la table. Kris Peeters se positionne.

## Comment appréhendez-vous les travaux budgétaires ?

Pour moi, il est important que nous préparions un budget qui soit crédible.

## Crédible ?

D'abord vis-à-vis de l'Europe. Nous devons absolument faire un exercice budgétaire qui passe les contrôles de l'Europe. D'autre part, je suis sensible au fait que cette opération budgétaire ne doit pas compromettre la reprise de l'économie et de la création d'emplois à laquelle nous assistons.

## Qu'est-ce qui pourrait avoir cet effet ?

Le fait qu'on économise trop. Il appartient à présent au ministre des Finances et à la ministre du Budget de parler clairement. J'ai vu que Sophie Wilmès (MR), la ministre du Budget, parle d'un effort de 2,4 milliards. C'est confirmé par le ministre des Finances. C'est aussi le chiffre du comité de monitoring pour 2017. Je souhaite donc que la ministre du Budget et le ministre des Finances mettent des choses très claires sur la table : vise-t-on 2,4 milliards ? Parle-t-on de l'exercice 2017 ou va-t-on vers un exercice sur plusieurs années ?

## On pourrait reporter le retour à l'équilibre actuellement prévu pour 2018 ?

Cela n'a pas encore été discuté. Certains disent qu'ils n'y croient plus, à l'équilibre en 2018. Mais c'est une décision qui a été prise, et elle doit être respectée. À moins

que les Finances et le Budget ne disent qu'ils voient les choses différemment.

## Il faut réformer l'impôt des sociétés ?

En avril, nous avons convenu que le ministre des Finances formule une proposition sur la réforme de l'impôt des sociétés. A condition qu'elle soit budgétairement neutre.

## Il faut augmenter le précompte mobilier pour financer la réforme ?

C'est une piste que le Conseil supérieur des Finances aborde. Si on veut faire passer le taux à 25 %, la base imposable doit être élargie d'un bon 30 %. Et si on descend à 20 %, il faut même l'élargir de 70 %. Comment fait-on cela, c'est la première question. Et la seconde question, c'est : si on baisse l'impôt des sociétés, qu'advient-il de l'impôt des personnes physiques ? Cela doit se trouver sur la table aussi. Parce que si l'on baisse le taux d'impôt des sociétés à 20 %, pourquoi les indépendants en personnes physiques qui sont taxés sous le régime progressif ne se mettraient-ils pas tous en société ? Le débat ne va pas seulement porter sur l'impôt des sociétés mais aussi sur la manière dont nous allons gérer cela au niveau de l'impôt des personnes physiques.

## Et c'est là que vous allez arriver avec un impôt sur les revenus du patrimoine ?

Certains lient les deux. Mais pour être clair, nous sommes d'accord sur le fait qu'un débat doit être mené sur l'impôt des sociétés. Et nous ne disons pas que la réforme de l'impôt des sociétés,

cela doit être l'instauration d'un impôt sur les revenus du patrimoine. Ce que nous disons, c'est que le débat doit être neutre budgétairement, et que ce débat doit aussi porter sur l'impôt des personnes physiques en ce qui concerne les indépendants. Et là, c'est vrai qu'il y a des dossiers dont on nous donne souvent la paternité comme le "dual income tax" (une forme de taxe sur les plus-values, NDLR).

## On peut économiser dans la Sécurité sociale ? Ce serait budgétairement neutre.

Cela doit être budgétairement neutre dans un cadre défini. Il ne sera pas possible de réformer l'impôt des sociétés en économisant dans la Sécurité sociale ou dans d'autres domaines. Ce n'est pas cela l'accord. Cela doit être budgétairement neutre au sein du dossier. Cela peut être élargi à d'autres domaines de la fiscalité, mais économiser dans la Sécurité sociale, ce n'est pas ce que nous avons convenu.

## On doit revoir les intérêts notionnels ?

Comme ministre de l'Economie, je pense que les intérêts notionnels, ce n'est pas sans importance pour certains secteurs économiques. La chimie et la pharmacie vont bien, et ce sera une discussion importante pour éviter une réaction négative dans ces secteurs en cas de révision des notionnels. Mais encore une fois, contrairement à ce que j'ai pu lire, je suis prêt à réformer l'impôt des sociétés. ■

Propos recueillis par  
B.DY et D.V.

## ► P.9 BRAS DE FER ANNONCÉ SUR LE FINANCEMENT DE LA RÉFORME

## ANALYSE

### Avant le budget, Kris Peeters demande la trêve

Le CD&V et la N-VA ne sont pas partis en vacances ensemble. Dans son interview de rentrée, le vice-Premier ministre CD&V, Kris Peeters, appelle, sans le nommer, ou si peu, le parti nationaliste, son partenaire gouvernemental, au calme. Au calme vis-à-vis du CD&V, d'abord. Au mois de juillet, Bart De Wever avait accusé les démocrates-chrétiens de faire les yeux doux à la communauté musulmane pour des raisons électoralistes. Dans *Joods Actueel*, il avait aussi pointé du doigt le recrutement d'un « polémiste musulman » au cabinet de la secrétaire

d'Etat bruxelloise Bianca Debaets. Pour le CD&V, c'est une nouvelle tentative de faire passer les sociaux-chrétiens pour un « parti musulman » dans une période troublée. « Inouï », envoie Kris Peeters.

Mais le vice-Premier s'attaque aussi aux nationalistes sur le fond. Pour lui, les propos polémiques de l'été autour du burkini, ou le fameux Patriot act proposé par Bart De Wever sont une façon d'appréhender le débat sur la sécurité de manière clivante et polémique. Il propose une gestion plus intégrée de la sécurité, incluant notamment l'enseignement.

Le CD&V est ici plus que jamais dans son rôle de parti « de gauche » au gouvernement. Les démocrates-chrétiens ont en effet

en leur sein une aile progressiste que ce gouvernement dérange, et qu'il faut apaiser régulièrement. Et si la N-VA irrite à ce point le CD&V c'est parce que le parti nationaliste est, lui, tenu de nourrir son aile droite (dans laquelle on retrouve les électeurs pris au Vlaams Belang). A mesure que montent les questions liées à la sécurité et l'immigration, et à mesure que le Vlaams Belang grignote des points de sondage face à la N-VA, les deux partis soucieux de ménager leur électoral ne risquent pas de sortir le drapeau blanc. C'est dans ce contexte perturbé que les dossiers budgétaires vont faire leur retour. On ne s'attend pas à des accalmies...

B.DY ET D.V.

## DOSSIER DÉLICAT

### La réforme de l'Etat ? Le plus tard possible

En fin de législature, la question délicate se posera de savoir quels articles de la Constitution seront soumis à révision pour la prochaine législature, en vue d'une nouvelle réforme de l'Etat. Plusieurs partis s'interrogent déjà sur

ce cap difficile à passer, et la manière de l'appréhender.

Kris Peeters s'avance à pas comptés. « Ce qui est convenu, c'est que sous cette législature, le communautaire n'arrivera pas sur la table. Mais il y a bien des dossiers sensibles, nous le savons tous et y restons attentifs. Je pense au contingentement des médecins. Il y en a d'autres. Mais comment allons-nous organiser une réforme de l'Etat

après 2019 ? Ce n'est pas à l'ordre du jour et j'espère qu'il en sera ainsi le plus longtemps possible et que cela ne deviendra pas "le" dossier politique. Mais évidemment, chaque parti doit s'y préparer et peut prendre des initiatives pour s'y préparer. Mais si cela devient un débat gouvernemental ou entre partis de la majorité, cela nous posera un problème. »

B.DY ET D.V.